

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, ce n'est ni une loi ni une politique canadienne.

* * *

L'INDUSTRIE

LE CAS DES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES ET LE BLOCAGE DES PRIX ET DES SALAIRES AUX É.-U.

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme son ministère a dans le passé, notamment sous son prédécesseur, préparé des principes directeurs à l'intention des sociétés multinationales, le ministre a-t-il l'intention de rencontrer les représentants de ces sociétés, surtout celles qui appartiennent à des Américains, pour discuter en plus du gel des salaires et des prix aux États-Unis des répercussions du programme DISC que le président Nixon a présenté au Congrès américain hier et de ses conséquences sur l'économie canadienne?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, les principes directeurs établis précédemment s'appliquent toujours. Mes fonctionnaires et moi-même avons rencontré ces dernières semaines le plus grand nombre possible de représentants canadiens de sociétés internationales. Nous faisons faire une enquête sur l'affaire soulevée ce matin.

M. Nowlan: Monsieur l'Orateur, j'ai une autre question supplémentaire à poser au premier ministre suppléant.

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement, si le député me le permet.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je présente mes excuses au député d'Annapolis Valley. Le député invoque-t-il le Règlement?

M. Lewis: Il s'agit d'une affaire bénigne, monsieur l'Orateur. Le micro du ministre ne semble pas fonctionner. Je sais qu'il a entendu la question, mais je n'ai pas entendu sa réponse. Je me demande s'il aurait l'obligeance de la répéter.

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, je n'ai fait que répéter ce qu'a dit le premier ministre suppléant. J'ai dit que le cas qui a été soulevé tantôt l'avait déjà été plus tôt ce matin, ou plutôt hier soir, en fait, et ce matin j'ai fait faire des recherches sur cette question pour établir les faits. C'est ce qu'il y a de plus simple, je pense, de chercher à éclaircir la situation avant de la commenter.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE PROGRAMME AMÉRICAIN D'ENCOURAGEMENT DES EXPORTATIONS—LE GROUPE DES DIX ET LE GATT

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, étant donné l'absence du ministre des Finances, c'est au premier ministre suppléant que j'adresse ma question parce qu'elle a trait à la politique du gouvernement. Compte tenu des propositions faites par le président

Nixon au Congrès américain hier, surtout le projet DISC et d'autres programmes d'encouragement ainsi que les exemptions d'impôts accordées aux exportateurs des États-Unis, le gouvernement a-t-il l'intention de charger le ministre des Finances, lors de sa rencontre avec les représentants du Groupe des Dix, de faire savoir au président de ce groupe que ces propositions vont à l'encontre de celles du GATT, et une protestation officielle sera-t-elle présentée au Groupe des Dix?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, lorsque ces propositions ont été présentées pour la première fois, non pas pendant la session en cours mais au début de la session précédente du Congrès, le gouvernement du Canada a informé les États-Unis de son opposition. Il s'agit toujours de notre politique. Nous nous opposons de toutes nos forces à ces mesures qu'elles soient contraires ou conformes aux accords du GATT.

• (11.20 a.m.)

M. Nowlan: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire à des fins de clarification. Est-ce que l'une quelconque des propositions de DISC a été présentée au Congrès précédent, ce qui aurait permis au gouvernement canadien de formuler une opposition ou une position quelconque quant à la société DISC?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, il semble que le député vient tout juste de s'intéresser à cette question. Le projet DISC a été étudié par le Congrès précédent qui l'a rejeté.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LOI DE SOUTIEN DE L'EMPLOI—LES VUES DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Depuis la présentation du bill C-262 à la Chambre mardi, le gouvernement fédéral a-t-il reçu les vues du gouvernement américain sur cette mesure?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, un ministre ou le premier ministre a dit hier à la Chambre que le gouvernement canadien n'avait pas discuté de cette mesure avec le gouvernement des États-Unis avant sa présentation à la Chambre. Je ne doute nullement que l'administration des États-Unis et d'autres ne l'examinent très soigneusement aujourd'hui.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, le premier ministre suppléant ne semble pas avoir saisi exactement la question. Depuis la présentation de la mesure, le gouvernement du Canada a-t-il reçu les vues du gouvernement des États-Unis, et plus précisément ce dernier s'y est-il opposé en invoquant qu'elle viole sa propre législation antidumping?

L'hon. M. Sharp: Nous savons que le gouvernement des États-Unis a examiné la mesure, mais nous n'en avons reçu aucune instance officielle.